
La Pratique de la Justice Spatiale en Crise¹

Lisa Brawley

Traducteurs : Ninon Vinsonneau, Bernard Bret

« Votre vision du monde, votre idéologie, c'était faux, ça ne marchait pas ? »

« C'est précisément pourquoi je suis abasourdi, parce que depuis quarante ans ou plus il me semblait évident que cela marchait exceptionnellement bien ».

[Henry Waxman, membre du Congrès américain, interrogeant l'ancien président de la réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, octobre 2008.]

Le Wall Street Journal déclare la mort de Wall Street ; un prix Nobel d'économie fait le parallèle entre le fonctionnement du capitalisme financier et celui d'une chaîne de Ponzi² dans les pages du New York Times ; Alan Greenspan, ancien directeur de la Banque fédérale américaine, tel un fidèle qui a perdu la foi, ne croit plus aux principes fondamentaux du néolibéralisme — à savoir que les marchés s'autorégulent et que l'intérêt privé œuvre au bien commun public³. Au moment où nous écrivons ces lignes, la Banque fédérale américaine a alloué plus de 2000 milliards de dollars de prêts au sauvetage des établissements financiers en détresse aux Etats-Unis. Les valeurs immobilières se sont effondrées. Un nombre croissant de gens se retrouve à devoir rembourser un emprunt dont la valeur excède le prix de leur maison. On estime à 10 000 le nombre de saisies immobilières quotidiennes et à 7,3 million le nombre de propriétaires qui seront dans l'impossibilité de rembourser leur prêt immobilier sur la période 2008-2010, dont 4,3 millions perdront leur logement. En 2008, les pertes d'emplois ont été plus importantes que dans n'importe quelle autre année depuis 1945, avec plus d'un demi-million de postes

¹ Je souhaite remercier les organisateurs et participants du colloque "Justice et Injustice Spatiales," 12-14 mars 2008, Université de Paris X, Nanterre, et en particulier Philippe Gervais-Lambony. Le texte a été traduit de l'anglais par Ninon Vinsonneau et édité par Bernard Bret.

² "Chaîne de Ponzi" désigne l'escroquerie des pyramides financières où les intérêts anormalement élevés versés aux déposants ne sont possibles que grâce aux sommes déposées par les nouveaux souscripteurs. Dès que la chaîne d'investissements se ralentit, la bulle spéculative éclate, spoliant les derniers entrants dans le montage. Ce système tire son nom de Charles Ponzi qui l'a conçu et utilisé en 1921 aux Etats-Unis.

³ "The End of Wallstreet," Wall Street Journal, 23 septembre, 2008; Paul Krugman, "The Magoff Economy," The New York Times, Opinion Section, 19 décembre 2008; Edmond L. Andrews, "Greenspan Concedes Error on Regulation," The New York Times, Economy Section, 23 octobre 2008.

supprimés au cours du seul mois de décembre⁴. Il ne s'agit ici que de quelques illustrations rapides de la crise financière et économique qui frappe les Etats-Unis, de plus en plus souvent décrite comme la plus sévère depuis la Grande Dépression des années 1930 — ce qui ne dit rien de l'ampleur dévastatrice avec laquelle elle continue à se ramifier dans l'ensemble du système financier mondial. L'insolvabilité croissante des centres de la finance néolibérale fait croire à certains que le néolibéralisme lui-même a finalement fait faillite⁵. Mais qu'est-ce que le néolibéralisme ?⁶ Et qu'est-ce que cet apparent discrédit nous laisse présager pour ce qui est de la justice spatiale ? Au cours de l'analyse qui suit, je m'appuierai sur le travail de la politologue Wendy Brown pour examiner la question de la justice spatiale dans un contexte de néolibéralisme « meurtri », sans perdre de vue qu'aux Etats-Unis, le néolibéralisme a été longtemps dans l'ombre du néo-conservatisme qui l'immunise contre les crises de légitimité. D'une manière que je décrirai plus en détail plus tard, Brown fait valoir que la puissance combinée du néolibéralisme et du néo-conservatisme a donné naissance à « nouvelle forme politique », qui a mené à la dé-démocratisation radicale des Etats-Unis ; je me propose d'en explorer les registres spatiaux et d'envisager ce que cette nouvelle forme politique laisse présager en ce qui concerne la pratique de la justice spatiale en temps de crise⁷.

Anti-démocratie

Wendy Brown n'envisage pas le néolibéralisme d'abord comme des politiques économiques libérales visant à démanteler les institutions des Etats providence, ni même comme une réalité politico-économique, mais plutôt — à la suite de Foucault — comme une forme spécifique de « logique politique », un type particulier de « rationalité politique normative [qui régit] la sphère

⁴ RGE monitor estime que les prix immobiliers continueront à chuter jusqu'en 2010, et "mettront 40% des emprunts (5 millions) à plus de 30 % au-dessus de la valeur du bien financé", RGE Monitor, 30 décembre 2008; Michael Crittendon et Jessica Holzer, "Relief Nears for 3 Million Strapped Homeowners," Wall Street Journal, A3, 30 octobre 2008; Mark Pittman, "Fed Refuses to Disclose Recipients of \$2 Trillion," Bloomberg, 12 décembre 2008; Julia Gordon, "Letter Re: Section 102 of the Emergency Economic Stabilization Act of 2008," National Consumer Law Center, 28 octobre 2008; Rich Miller and Shobhana Chandra, "U.S. Payrolls Hemorrhage is Likely to Persist After 2008 Drop," Bloomberg.

⁵ Voir Joseph Stiglitz, "The End of Neo-Liberalism?" Project Syndicate, 7 juillet 2008.

⁶ En prenant la logique spatiale du néolibéralisme comme une rationalité politique, cet article veut aider à comprendre les registres spatiaux de la gouvernabilité. Margo Huxley a récemment déclaré : "ce n'est que récemment que la rationalité productive associée à la liberté, au sens du libéralisme, ont été mises en relation avec les objets spatiaux de la géographie". Margo Huxley, "Géographies of Governmentality", in Jeremy W. Crampton and Stuart Elden, eds., *Space, Knowledge and Power : Foucault and Geography* (Hampshire, England and Burlington, VT : Ashgate Publishing, 2007), 193.

⁷ Je fais ici référence à Thomas Lemke, "'The Birth of Bio-politics': Michel Foucault's Lectures at the College de France on Neo-liberal Governmentality," *Economy and Society* 30: 190-207. Lemke décrit le néolibéralisme; je l'utilise ici pour décrire aussi bien le néo-conservatisme que le néolibéralisme.

politique, les pratiques gouvernementales, et la citoyenneté »⁸. Le néolibéralisme est un projet constructiviste : il s'efforce de créer un monde dont il prétend qu'il existe déjà. Il ne prétend pas seulement gouverner la société au nom de l'économie, mais il s'emploie à construire des institutions visant à étendre la logique de marché à tous les registres de la vie politique et sociale. La logique de marché — concurrence, esprit d'entreprise, prévision — n'est donc pas envisagée par le néolibéralisme comme une qualité innée du genre

humain, mais bien plutôt défendue comme une norme, comme quelque chose qui doit être activement soutenu. La gouvernance au sein du régime néolibéral a précisément pour but de cultiver une telle logique de marché dans tous les domaines. Ainsi, et de façon cruciale, ce que beaucoup ont appelé le retour du néolibéralisme — le démantèlement des institutions et politiques de l'Etat providence keynésien — ne signifie pas le désengagement de l'Etat ou son retrait de la sphère sociale. Bien plutôt, ce soit disant retour néolibéral signifie l'élargissement et le reformatage des techniques de gouvernement.

Une technique (aussi bien qu'un produit) phare d'un tel mode de gouvernance est celle du citoyen entrepreneur qui doit se prendre en charge lui-même — du citoyen qui gère son propre bien-être en prenant en compte prudemment et rationnellement son intérêt égoïste. Le néolibéralisme parvient ainsi à « faire passer la responsabilité régulatrice de l'Etat aux individus 'responsables' et 'rationnels' en les encourageant à 'donner à leur vie une forme entrepreneuriale spécifique' »⁹.

[Le néolibéralisme] est rendu possible par la production de citoyens qui agissent en entrepreneurs individuels dans tous les registres de leur vie, par la réduction de la société civile à un domaine où s'exerce la logique d'entreprise, et par la représentation de l'Etat comme une entreprise dont les produits sont des sujets individuels rationnels, une économie en expansion, la sécurité nationale et le pouvoir à l'échelle mondiale »¹⁰.

Le néolibéralisme cherche à établir les conditions dans lesquelles « l'Etat régit et contrôle les sujets sans en être responsable »¹¹. L'important ici n'est pas — ou pas simplement — que les sujets se soumettent librement au contrôle — processus à la base de la gouvernabilité — mais le type de citoyen que le néolibéralisme cherche à constituer, et ses conséquences en termes de

⁸ Wendy Brown, "American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-democratization," *Political Theory* 34, no. 6 (2006): 693.

⁹ Wendy Brown, *Edgework: Critical Essays on Knowledge and Politics* (Princeton: Princeton University Press, 2005), 44; Brown cite Lemke, "The Birth of Bio-politics," 202.

¹⁰ Brown, *Edgework*, 56-57.

¹¹ Brown, *Edgework*, 43, citant Lemke.

type d'Etat¹². Le citoyen entrepreneur est un citoyen profondément dé-démocratisé, dont le façonnement permet une forme d'Etat profondément anti-démocratique.

Qui plus est, le néolibéralisme représente la « dépolitisation » radicale des inégalités structurelles, et entraîne une tolérance accrue à leur égard. Les inégalités sociales ne sont pas envisagées comme des problèmes structurels ou politiques, mais plutôt comme le résultat de choix individuels imprudents, sans prendre en compte ce qui a pu contraindre ces choix.

« Une classe permanente de sous prolétaires, voire de criminels, ainsi qu'une classe d'étrangers ou de non-citoyens, sont ainsi produites et acceptées comme le coût nécessaire d'une telle société, qui renonce de ce fait à un engagement formel pour l'universalisme »¹³. Qui plus est, la production de citoyens entrepreneurs vide le civisme de sa substance. Comme l'explique Brown, « une société néolibérale accomplie serait l'opposé d'une société solidaire : de fait, elle existerait à peine en tant que société. Le corps politique cesse d'être un corps et n'est plus constitué que d'un assemblage d'individus entrepreneurs et consommateurs »¹⁴.

Comme nous le rappelle fortement Brown, le néolibéralisme ne représente donc pas un retour aux idéaux du libéralisme politique, mais bien leur abandon (jusqu'ici encore incomplet). Dans l'Etat néolibéral, le libéralisme économique se substitue au libéralisme politique. Par opposition au libéralisme classique qui « faisait la distinction, et parfois même reconnaissait la tension qui pouvait exister entre les actions économiques, les obligations sociales et la raison morale individuelle », la rationalité politique néolibérale « efface les divisions entre comportement économique et conduite morale en faisant de la morale une pure question de délibération rationnelle sur les coûts, les bénéfices, et les conséquences »¹⁵. Le néolibéralisme travaille donc à refermer le « modeste écart éthique » qui était établi entre le politique et l'économique en démocratie libérale : « le fait que l'Etat, la culture politique et le champ du social soient saturés par la logique de marché revient à dépouiller la gouvernance et la culture politique de tout engagement envers la démocratie politique »¹⁶.

La logique politique néolibérale ne se scandalise pas de révélations sur l'inégale répartition des droits, les cas d'injustice, l'inégalité des chances, ou les manquements à la morale démocratique de ses dirigeants ; elle les fait plutôt siennes comme autant de coûts nécessaires à l'impératif, désormais non seulement économique, mais aussi politique, culturel et social : soutenir la

¹² See Barbara Cruikshank, *The Will To Empower: Democratic Citizens and Other Subjects* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1999).

¹³ Brown, "American Nightmare," 695.

¹⁴ Brown, *Edgework*, 43.

¹⁵ *Ibid.*, 42.

¹⁶ Brown, "American Nightmare," 695.

« croissance économique ». La « croissance » sert donc à légitimer à la fois l'extension des pouvoirs de l'Etat et le recul de ses prestations.

Pour résumer un des points que je développerai plus tard : la « croissance » est un idéal économique abstrait. Pour jouer le rôle de stratégie légitimatrice, il faut que la croissance soit rendue intelligible dans leur vie de tous les jours aux citoyens soumis à la logique néolibérale. C'est ici que la dimension urbaine devient tout à fait essentielle à l'expansion du projet de l'Etat néolibéral, même si ce point reste à préciser dans l'analyse de Brown. Or, au cours des trois dernières décennies, la « croissance » est devenue synonyme de nouvelles constructions : gratte-ciel de bureaux étincelants, grandes surfaces commerciales, maisons toujours plus spacieuses dans des banlieues toujours plus lointains — tout cela est régulièrement cité comme preuve de la « croissance »¹⁷. J'y reviendrai dans un instant.

Brown montre également qu'à côté du néolibéralisme se développe un néo-conservatisme de plus en plus puissant, rendu possible par la dévalorisation des institutions démocratiques provoquée par la représentation du citoyen en entrepreneur, et de l'Etat en entreprise. Le néo-conservatisme ne fait pas mystère de ses tendances particularistes, autoritaires et impérialistes. Il promeut un Etat fort et autoritaire, qui intervient activement dans la vie de ses citoyens, et cherche aussi activement à faire avancer ses objectifs de civilisation, à l'intérieur des frontières comme à l'étranger. Il cherche expressément à corriger les erreurs supposées des nouveaux mouvements sociaux — à promouvoir une norme familiale et à sanctionner les formes familiales qui s'en éloignent, à « défendre » l'institution du mariage, et à se servir explicitement de l'Etat pour récompenser les individus qui adhèrent à cette norme, et punir ceux qui s'en écartent. Contrairement au conservatisme traditionnel, qui met en garde contre l'empiètement de l'Etat dans le domaine de la liberté morale individuelle, le néo-conservatisme réquisitionne le pouvoir de l'Etat pour « restaurer » la famille nucléaire en péril dans la primauté d'autrefois qu'on imagine¹⁸. Comme le montre Brown, le néo-conservatisme forge un citoyen réceptif au pouvoir autoritaire de l'Etat, sourd à la rationalité délibérative et sensible aux déclarations péremptoires, même fausses, et à l'assertion de vérités morales fondées sur une certaine idée de « l'Occident »¹⁹. Le néo-conservatisme forge un citoyen hostile aux revendications de liberté politique et à l'égalité formelle, et contribue ainsi à vider de son sens le politique, tout en

¹⁷ Je fais ici référence à l'hypothèse de la "machine à croissance" d'abord développée par Harvey Molotch dans "The City as Growth Machine: Towards a Political Economy of Place," *American Journal of Sociology* 82 (1976): 309-32. Voir également les contributions plus récentes de Andrew E.G. Jonas & David Wilson, *The Urban Growth Machine: Critical Perspectives Two Decades Later* (Albany: State University of New York Press, 1999), et John R. Logan & Harvey L. Molotch, *Urban Fortunes: The Political Economy of Place, Twentieth Anniversary Edition* (Berkeley: University of California Press, 2007). La principale faiblesse conceptuelle de la "machine à croissance" comme paradigme critique, c'est qu'elle ne réexamine pas la proposition centrale: le bâti, c'est la croissance, et non pas simplement le bâti.

¹⁸ Voir Stephanie Coontz, *The Way We Never Were: American Family and the Nostalgia Trap* (New York: Basic Books, 2000).

¹⁹ Wendy Brown, "American Nightmare," 696-698.

maintenant le pouvoir de l'Etat et en en renforçant le rôle moral. Brown défend ainsi l'idée que la rencontre contemporaine entre les logiques politiques néolibérale et néo-conservatrice donne lieu à une « nouvelle forme politique » qui a provoqué cette dé-démocratisation croissante des Etats-Unis.

Cette culture politique résolument anti-démocratique, fruit de l'alliance entre néolibéralisme et néo-conservatisme, a notamment provoqué une inversion de la stratégie de légitimation de l'Etat. En effet, dans la mesure où le néolibéralisme fonde son autorité sur une promesse de croissance, l'absence de structures démocratiques n'affecte en rien sa légitimité, qui n'est effectivement plus fondée sur celles-ci, mais bien plutôt sur la promesse qu'il créera les structures nécessaires pour favoriser et assurer la croissance économique. Pourtant, l'absence apparente de « croissance » ne se traduit pas nécessairement par un déficit de légitimité du régime strictement néo-libéralisant. La « crise de croissance » — comme celle que nous traversons aujourd'hui — conduira plus probablement à des appels redoublés à la croissance à tout prix. Ainsi, alors même que la crise financière conduit certains à exiger la re-régulation du capitalisme financier (qui n'a d'ailleurs jamais été dérégulé, mais a bien plutôt été soumis à la régulation néolibérale), elle ne mettra pas fin au processus fondamental par lequel chacun est "responsabilisé" dans le sens qu'il doit lui-même se prendre en charge. Au contraire, la crise financière et la détresse économique générale ne feront probablement qu'intensifier les appels à la croissance et renforceront le processus par lequel la logique de marché et la logique d'entreprise s'étendent à tous les domaines. Qui plus est, le néo-conservatisme, en tant que logique politique, ne cherche pas lui non plus à asseoir son autorité sur les institutions démocratiques, mais bien plutôt sur un sentiment moral qui se nourrit et s'exprime à travers l'exercice du pouvoir, et qui est emphatiquement et explicitement hostile à l'égalitarisme démocratique. Cette « nouvelle forme politique », cette anti-démocratie, née de la rencontre entre néolibéralisme et néo-conservatisme, se prémunit ainsi contre les crises de légitimité en oscillant entre autorité et pouvoir — en faisant appel à l'alibi de la croissance économique et en cultivant la peur. La croissance légitime l'autorité du projet de l'Etat néolibéral, et la peur l'expansion du pouvoir incontrôlé de l'Etat. Les forces alliées du néo-conservatisme et du néolibéralisme ont profondément transformé le processus de légitimation de l'Etat aux Etats-Unis, et ont des répercussions profondes sur le terrain de la mobilisation politique en ces temps de crise économique mondialisée.

Espaces du néolibéralisme

Brown ne s'intéresse pas aux registres spatiaux de cette forme politique anti-démocratique émergente. Elle insiste pourtant sur la nécessité de comprendre le néolibéralisme comme un projet normatif et constructiviste — un projet « qui œuvre à la création d'une réalité sociale qu'il prétend déjà exister » —, analyse qui semble donc souligner l'importance de l'environnement bâti, des constructions physiques et de la dimension spatiale de l'existence, dans l'effort déployé par cette « nouvelle forme politique » pour produire des effets de réalité. Un survol des

principales transformations socio-spatiales des trois dernières décennies révèle que le milieu urbain joue un rôle central et constitue l'échelle où s'opèrent la responsabilisation et la dé-démocratisation des citoyens. Ces transformations comprennent notamment, pour résumer rapidement : la montée de la logique d'entreprise comme principal mode de gouvernance urbaine, à la fois cause et conséquence du « marketing territorial » et de la concurrence accrue entre villes à l'intérieur d'une même région, entre régions, et entre villes concurrentes au sein d'une économie de plus en plus mondialisée ; l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles institutions qui restreignent l'autonomie politique de la gouvernance urbaine — agences de notation financière, partenariats public-privé, privatisation des biens publics, financements par surcroît d'impôts ; le pouvoir accru du secteur immobilier en milieu urbain, tant et si bien que l'immobilier, comme l'a souligné Jason Hackworth, est devenu « la pointe avancée du néolibéralisme à l'échelle urbaine aux Etats-Unis » ; le passage de l'aménagement du territoire aux grands projets urbains, ou ce que Peter Marcuse a bien nommé le « désaménagement » qui soustrait encore davantage du contrôle démocratique la transformation de l'espace urbain ; l'intensification du cloisonnement spatial, et l'émergence de la ville « en quartiers » ou « en strates » — enclaves fortifiées, ghettos de l'exclusion, et citadelles du capital au centre-ville ; la « sécurisation » accrue par la police officielle ou des vigiles privés dans les zones disparates de la ville morcelée ; la proclamation de plus en plus fréquente de lois contre les immigrés et les sans-abri, et l'émergence de la catégorie juridique des « clandestins ». La re-calibration de la fonction étatique ou de ce que Neil Brenner appelle la « spatialité de la puissance publique » de l'Etat providence keynésien — qui mettait l'accent sur la répartition de la puissance publique sur l'ensemble du territoire national — aboutit à une « re-calibration à échelles multiples » qui met de nouveau l'accent sur l'échelle urbaine comme centre de commandement du capitalisme mondial²⁰.

Le fait que le citoyen soit rendu entièrement responsable de son sort s'opère par le biais et à l'échelle d'espaces urbains de plus en plus dé-démocratisés et soumis eux aussi à une logique d'entreprise. En effet, comme David Harvey l'a bien montré, la crise fiscale que la ville de New York a connue au milieu des années 1970, et l'efficacité avec laquelle celle-ci a permis aux institutions financières de transformer la gouvernance urbaine à New York, ont servi d'incubateur politique et ont permis de perfectionner un processus qui fut ensuite exporté vers d'autres villes des Etats-Unis et vers des pays entiers, par le biais de la finance mondiale²¹.

²⁰ Il existe une importante littérature qui ne cesse de s'enrichir sur les formes spatiales de l'urbanisation néolibérale, dans le domaine des études urbaines, et dans celui de la géographie économique politique. Je m'inspire ici en particulier au travail de Neil Brenner et Nik Theodore, *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in Western Europe and North America* (Oxford and Boston: Blackwell Publishing, 2002); Neil Brenner, *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood* (Oxford and Boston: Oxford University Press, 2004); Jason Hackworth, *The Neoliberal City: Governance, Ideology and Development in American Urbanism* (Ithaca: Cornell University Press, 2006); David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism* (Oxford et New York: Oxford University Press, 2005); Erik Swyngedouw et Andy Merrifield, eds., *The Urbanization of Injustice* (New York: New York University Press, 1997).

²¹ David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*. Voir également Jamie Peck et al., "The City as a Policy Lab," AREA Chicago, July 7, 2008.

Brown apporte une contribution à l'analyse socio-spatiale du néolibéralisme, contribution importante en ce qu'elle nous encourage à envisager ces transformations matérielles non pas comme le réel néolibéral, mais bien plutôt comme des stratégies spatialement intégrées grâce auxquelles le néolibéralisme — en tant que projet politique — tente de créer une réalité qu'il présente comme déjà existante.

Les villes, elles aussi et comme les citoyens, sont déclarées responsables de leur sort dans un environnement régi par la logique du marché. La dé-démocratisation à l'échelle urbaine et de l'échelle urbaine pose alors des difficultés particulières à la pratique de la justice spatiale. En effet, de plus en plus souvent, les villes sont moins puissantes qu'elles n'en ont l'air, du moins si l'on se fie aux gratte-ciel et aux hypermarchés comme autant de réussites de la gouvernance urbaine néolibérale. Ces accomplissements de la gouvernance néolibérale signalent pourtant aussi une perte d'autonomie politique et une capacité amoindrie pour les institutions démocratiques à l'échelle urbaine — capacité qui est une condition nécessaire à tout recentrage des politiques urbaines sur des objectifs différents, et plus égalitaires. Les immeubles de grande hauteur et les grandes surfaces commerciales ne signalent donc pas la capacité accrue de la gouvernance urbaine elle-même, elles sont bien plutôt le signe de l'impuissance de la gouvernance urbaine vis-à-vis des pouvoirs qui ont pris le contrôle des institutions publiques et des biens publics à des fins lucratives privées, pouvoirs qui opèrent de moins en moins à l'échelle urbaine. Pourtant le bâti comme marque évidente de la « croissance » fournit un alibi essentiel à l'extension de la logique politique néolibérale. De plus, que la ville soit déclarée responsable de son sort signifie qu'elle constitue un registre spatial essentiel au sein duquel prend place le fait que les inégalités socio-spatiales sont vidées de leur signification politique. Avec une capacité amoindrie, les villes se retrouvent à devoir gérer les problèmes politiques, sociaux et économiques générés par les progrès du néolibéralisme. De surcroît et parce qu'ils sont eux-mêmes vidés de leur sens politique, ces problèmes ne sont plus envisagés comme le symptôme politique d'un échec du système : ils sont considérés comme le résultat de mauvais choix effectués individuellement par les villes, les quartiers au sein de ces villes, voire les individus au sein de ces quartiers. La crise fiscale en cours ne fera qu'intensifier la concurrence entre les villes, une discipline fiscale d'airain étant imposée aux Etats, aux villes et aux individus. Dans cette concurrence générale pour obtenir des fonds en diminution constante, les gouvernements locaux et les municipalités sont aux prises avec des déficits budgétaires et des pertes drastiques de revenu fiscal, mais confrontés à des besoins sociaux grandissants. La question cruciale demeure de savoir si la crise financière en cours va redonner aux inégalités sociales leur dimension politiques ou si, au contraire, les bouleversements économiques continueront à être interprétés comme des échecs personnels liés aux mauvais choix opérés par des individus imprudents.

Sécurités et insécurités

Si l'analyse socio-géographique a amplement travaillé la question des « espaces du néolibéralisme », elle ne s'est pas intéressée au même degré aux « espaces du néo-conservatisme », ni à la manière dont les deux, de manière peut-être contingente, se renforcent puissamment l'un l'autre. Les spécialistes de l'espace social n'ont pas décrit les registres territoriaux sur lesquels repose le néo-conservatisme, et ont souvent tendance à envisager le néo-conservatisme comme une idéologie qui flotte au dessus ou s'immisce à l'intérieur des transformations spatiales néolibérales²². Pourtant, si on reconnaît comme Brown que le néo-conservatisme obéit à une logique politique spécifique — logique qui diverge de celle du néolibéralisme sur certains points cruciaux — il y a fort à parier que le néo-conservatisme lui aussi produit un paysage et génère des formes spatiales spécifiques qui peuvent consolider la puissance sociale du néolibéralisme et qui peuvent aussi éventuellement la contrecarrer. Je me tourne donc maintenant vers la question suivante : quelles sont les pratiques spatiales qui sont cruciales pour le projet constructiviste du néo-conservatisme ? Quels sont les registres spatiaux fondamentaux à travers lesquels le néo-conservatisme œuvre à la création d'un paysage à son image, à travers lesquels il travaille à la construction de ce qu'il présente comme déjà existant ? Et comment ce paysage œuvre-t-il, avec celui du néolibéralisme, à la production de ce que Brown appelle une « nouvelle forme politique », qui forge une collectivité dé-démocratisée et favorise dans une couche importante de la population américaine une méprisable orientation contre les idées d'émancipation et d'égalité ?²³

Comme nous l'avons souligné plus haut, le néo-conservatisme est une forme de nationalisme autoritaire qui se représente le territoire domestique et le territoire national comme assiégés, où la défense acharnée de la norme familiale est liée à celle de la mission impériale des Etats-Unis. Elle en devient une des modalités — et vice versa²⁴. Les registres spatiaux essentiels à la construction du néo-conservatisme en tant que logique politique sont donc ceux qui aident à construire comme axiomatique le lien juridique, spatial, et psychique entre « espace

²² Lisa Duggan, par exemple, parle du néo-conservatisme comme de la "politique culturelle" du néolibéralisme, dans *The Twilight of Equality? Neoliberalism, Cultural Politics, and the Attack on Democracy* (Boston: Beacon Press, 2003). David Harvey se réfère aux aspects néo-conservateurs du néolibéralisme comme à un "pragmatisme néolibéral", même s'il voit les transformations politiques provoquées par le "Contrat avec l'Amérique" aux Etats-Unis dans les années 1990 comme le moment clé du tournant néolibéral. Mais le Contrat avec l'Amérique joua un rôle décisif dans la consolidation de la nouvelle droite en tant que telle. Voir David Harvey, "Neo-liberalism as Creative Destruction," *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography* 88, no. 2 (2006): 149. Harvey poursuit: "il vaut la peine d'examiner de plus près comment le processus s'est mis en marche aux Etats-Unis, car ce cas particulier a eu une influence décisive sur les transformations qui ont eu lieu plus tard à l'échelle mondiale. Dans cet exemple, diverses ramifications du pouvoir se sont enchevêtrées pour former un rite de passage très particulier qui fut en réalité un "Contrat sur l'Amérique" totalement néolibéral en guise de programme d'action intérieure".

²³ Brown, "American Nightmare," 703.

²⁴ Brown, "American Nightmare," 696-697. Voir également Anne Norton, *Leo Strauss and the Politics of American Empire* (New Haven: Yale University Press, 2005).

domestique » (patriarcal) et « territoire national » (impérial). Cette logique trouve sa manifestation radicale dans l'activisme anti-immigration des « Minuteman Civil Defense Corps », qui s'autoproclament « comités locaux de citoyens pour la surveillance et la sécurité de la frontière américaine »²⁵. L'organisation se décrit comme « le réseau de surveillance de quartier le plus vaste de la nation », établissant ainsi un lien explicite entre d'une part les associations de lutte contre la criminalité à l'échelle du quartier résidentiel, dont la fonction est de lutter contre les cambriolages, et, d'autre part, la protection des frontières géographiques du territoire national. Les "Minutemen" et d'autres organisations de défense incitent donc l'Etat à renforcer la sécurité des frontières, à construire plus rapidement un mur frontalier toujours plus grand et toujours plus haut, pour en faire une « véritable barrière de sécurité à l'israélienne »²⁶. Ces groupes d'activistes de la sécurité frontalière militent aussi pour la défense d'une multitude de lieux qu'ils voient comme autant de frontières internes, elles aussi assiégées, depuis les stations de ramassage des travailleurs journaliers aux mesures fiscales organisant le zonage résidentiel : ces lieux sont présentés comme les lignes de front d'une guerre menée contre ceux qui veulent « détruire l'Amérique souveraine ». L'appel à la défense des frontières nationales, qui se représente le territoire national comme assiégé de toutes parts, s'est transformé en une puissante idéologie capable de mobiliser la « nouvelle » nouvelle droite, consolidée et réorganisée dans la foulée du 11 septembre. Par ailleurs, comme bon nombre de critiques l'ont souligné, à commencer par Mike Davis dans *City of Quartz*, l'émergence de la « forteresse Amérique » s'est accompagnée d'une prolifération tous azimuts de murs, de barrières, et d'autres dispositifs de protection de la maison. Sont nées aussi de nouvelles formes d'organisation sociale dans les lotissements de maisons individuelles et de nouvelles formes de gouvernement privé, comme les villes privées (common interest developments ou CID) et les associations de résidents propriétaires (Residential Homeowner Associations). Un seul objectif les rassemble : protéger la maison contre des menaces externes d'instabilité et d'insécurité²⁷.

La maison sous alarme, la communauté fermée, la rue sécurisée, la nation emmurée : telles sont les formes spatiales qui sont apparues dans le contexte du néolibéralisme généralisé des Etats-Unis. On ne saurait dire qu'elles forgent nécessairement un sujet entrepreneur. Isin Engin a récemment fait valoir le rôle clé de l'articulation espace domestique/territoire national

²⁵ "The Minuteman Civil Defense Corps: National Citizens Neighborhood Watch Securing the American Border". Si la défense des frontières comme moyen de coordonner la nouvelle droite est en plein essor, l'organisation des Minutemen traverse à l'heure actuelle une période de crise interne liée à l'utilisation de fonds destinés à la reconstruction. Voir Zvika Krieger, "Time's Up: The Minutemen Turn on Each Other," *The New Republic*, November 19, 2008.

²⁶ Chris Simcox, "An Update from the Minuteman Fence Project Manager," MinutemenHQ.

²⁷ La littérature sur la privatisation des lotissements résidentiels et des constructions urbaines aux Etats-Unis ne cesse de s'étendre. Voir Mike Davis, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles* (New York: Vintage Books, 1992); Margaret Kohn, *Brave New Neighborhoods: The Privatization of Public Space* (New York: Routledge, 2004); Setha Low, *Behind the Gates: Life, Security, and the Pursuit of Happiness in Fortress America* (New York: Routledge, 2003); Don Mitchell, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space* (New York: Guildford Press, 2003).

(home/homeland) dans la construction d'un sujet dont la conduite est déterminée non pas par sa responsabilisation — non pas en faisant appel à sa capacité à gérer son propre bien être par l'application prudente d'une logique de marché — mais par sa « névrotisation » — en faisant appel à sa capacité à gérer ses « peurs, anxiétés et sentiments d'insécurité »²⁸. Isin appelle ce sujet, qui se serait développé parallèlement au sujet néolibéral, et même de manière mutuellement déterminante par rapport à lui, le « sujet névrosé ». Il en esquisse les contours et fait de la combinaison espace domestique-territoire national un thème particulièrement révélateur du développement du « citoyen névrosé ».

Ses névroses étant en perpétuelle expansion dans d'autres domaines, la maison apparaît peut-être comme le seul lieu au sein duquel le sujet peut prétendre maîtriser et calmer ses anxiétés et ses sentiments d'insécurité. L'espace domestique est donc pris dans un double engrenage névrotique : il est tout d'abord érigé en lieu où les anxiétés et les sentiments d'insécurité sont maîtrisées et calmés ; ensuite, qu'il soit constitué comme tel génère une anxiété encore plus grande pour que l'espace domestique soit bien conçu et entretenu à cet effet. De la sorte, l'espace domestique lui-même, constitué comme lieu de la sérénité et de la stabilité, crée une anxiété plus profonde que celle qu'il devait apaiser. De ce double engrenage émerge un sujet dont la conduite est gouvernée par ses névroses : l'objectif visé par le gouvernement n'est pas la création d'un sujet raisonnable et calculateur mais d'un citoyen névrosé qui s'investit dans la production d'un espace domestique stable au service de son territoire national (la nation)²⁹.

Ce que je cherche à montrer ici, en prenant appui sur Isin, c'est que les pratiques spatiales qui découlent de la « défense du territoire » forment une orientation subjective sensiblement différente de celle du sujet entrepreneur et calculateur défini par la logique politique néolibérale : ces pratiques de « défense du territoire » donnent naissance à un sujet anxieux, incertain et de plus en plus irritable, sujet forgé par ce qu'Isin appelle le « névrolibéralisme » comme principe de gouvernement. Ce citoyen névrosé exige un « droit à la sécurité absolue », alors même qu'il attend des autres qu'ils se prennent en charge eux-mêmes. Cette névrotisation contribue donc à la dislocation du corps politique en forgeant un citoyen qui exige des droits tout en redoutant la démocratie.

Mais si la « sécurité territoriale » produit un sujet néo-conservateur, « l'espace domestique en tant que sécurité », lui, est au cœur du régime néolibéral, tel qu'il s'est développé ces trente

²⁸ Engin Isin, "The Neurotic Citizen," *Citizenship Studies* 8, no. 3 (septembre 2004): 217. Isin critique gentiment le travail du sociologue Ulrich Beck et d'autres qui parlent du présent comme de la "société de risque". Comme le montre Isin, la thèse de la société de risque ne suffit pas en elle-même à expliquer comment certains dangers en viennent à être vécus subjectivement ou compris comme des risques.

²⁹ Isin, "The Neurotic Citizen," 231. Isin dit que derrière le sujet "néolibéral" (rationalisé, calculateur dans un univers en croissance), se cache le sujet anxieux de la "neuropolitique". Tandis que le citoyen entrepreneur "bionique" est régi par sa liberté, le citoyen "névrosé" est régi par ses anxiétés. Le travail de névrotisation comme technique de gouvernement ne vise pas à l'élimination de la névrose (ou de la peur névrotique) mais à sa bonne gestion.

dernières années. Si le sujet néo-conservateur est obligé d' « investir dans la stabilité de son espace » comme barrière contre les insécurités psychologiques, le sujet néolibéral est sommé d'investir dans une maison comme barrière contre l'insécurité matérielle, d'utiliser la maison comme moyen d'accès à l'avenir lui-même, en l'absence de tout autre garantie sociale ou collective. Il faudrait donc ajouter la « financiarisation » à la définition classique de la forme de gouvernement inaugurée par le retour néolibéral, au sens où le démantèlement des structures étatiques d'aide sociale mises en place par l'Etat providence (nous avons vu que ce démantèlement constitue moins le retrait de l'Etat du champ social qu'une technique de gouvernement) a également inauguré une intensification de l'emprise du capitalisme financier sur la vie urbaine de tous les jours. Le fait que l'Etat n'assure plus les services nécessaires au maintien du bien-être social — éducation, santé, logement, protection des plus âgés et des plus jeunes — signifie que les individus sont de plus en plus contraints d'acheter ces biens sociaux sur le marché privé, la plupart du temps à crédit³⁰.

Les revenus en dollars réels ayant largement stagné au cours des dix dernières années, tandis que les prix immobiliers ont plus que doublé, il est clair que la néolibéralisation ne s'est pas limitée à une simple « pacification par le cappuccino », pour reprendre l'expression de Sharon Zukin. C'est bien plutôt de pacification par l'endettement qu'il faut parler — les individus se servant de plus en plus « de leurs maisons comme de distributeurs de billets »³¹. Le « logement privé » peut donc être envisagé comme un registre spatial clé au sein duquel néo-conservatisme et néolibéralisme sont fortement imbriqués aux Etats-Unis — la maison arrime la pratique sociale de « l'espace domestique » et se dresse comme une expression physique de la famille ; elle est également le siège du sujet entrepreneur autonome, et un avoir essentiel utilisé pour permettre et promouvoir le fait de se prendre en charge individuellement et de s'endetter pour financer son bien-être. L'espace domestique constitue donc une clé de voûte de la prise en charge individuelle et de la « névrotisation » du citoyen. C'est ici, chez soi — au cœur même de l'intimité moderne — que les techniques et pratiques spatiales du néolibéralisme et du néo-conservatisme se rejoignent. Si Brown a bien décrit les « forces de la dé-démocratisation nées de la rencontre des logiques néolibérale et néo-conservatrice »³², la maison comme chez-soi semble constituer le noeud de cette alliance — et peut-être même la rendre possible.

Mais qu'est-ce qu'une maison ? La maison n'est dissociée de l'échelle municipale qui définit la ville que de manière fantasmagique, et ce quel que soit le degré d'éloignement du centre-ville,

³⁰ Pour une étude fouillée de cette dynamique, voir, par exemple, Randy Martin, *The Financialization of Daily Life* (Philadelphia: Temple University Press, 2002).

³¹ Sharon Zukin, *The Culture of Cities* (Oxford: Blackwell Publishers, 1995), 28. Noriel Roubini souligne que le ratio dette/revenu est passé de 70% dans les années 1990 à 100% en 2000, puis à plus de 140% à la fin de l'année 2008. *GME Monitor*, décembre 2008.

³² Brown, "American Nightmare," 691.

le degré d'urbanité ou même de ruralité, du substrat urbain qui relie la maison aux autres³³. La maison est donc à la fois écran et signe, à la fois dissimulatrice et révélatrice des forces de production et de reproduction à l'œuvre dans la construction de l'« individu » privé, et vice versa. C'est ce qui a été révélé de manière fracassante par le fait que ce soit précisément elle, « la maison » — la garantie de prêts immobiliers précaires dans un marché de l'immobilier surévalué — qui a déclenché l'effondrement en cours du système financier mondial et a révélé du même coup la crise structurelle du capitalisme mondial. Si la propriété immobilière privée n'est certainement pas la cause de l'implosion de la finance mondiale, c'est l'instrument essentiel par lequel les classes ouvrières et moyennes se sont retrouvées embourbées dans les instruments de la finance néolibérale — et menacées par eux³⁴.

Chez soi en public

Dans la dernière partie de cette étude, je m'interroge sur les implications de l'analyse que propose Brown du présent politique en ce qui concerne la pratique de la justice spatiale, surtout maintenant que le présent a révélé et s'est révélé être une crise structurelle du capitalisme mondial. En mettant l'accent sur le lien contingent qui unit les rationalités politiques du néolibéralisme et du néo-conservatisme, Brown recentre les efforts de la justice spatiale sur le développement et la promulgation d'une contre-rationalité : la justice spatiale devient alors une pratique qui consiste à forger des sujets qui résistent à la logique d'entreprise, refusent l'autoritarisme moral et re-politisent les inégalités sociales. Son analyse des techniques qui promeuvent la prise en charge individuelle et la dé-démocratisation nous rend sceptiques sur les déclarations disant que le néolibéralisme va à sa fin— en dépit des confessions d'Alan Greenspan. Les processus et techniques improvisés au nom du néolibéralisme ont été mis en branle : pouvoirs des agences de notation financière, plans de financement par augmentation des impôts, politiques publiques du logement, partenariats public-privé, et toute une cohorte d'instruments sans cesse plus opaques de la finance néolibérale (reconnaissance de dettes indirectes, échanges de créances douteuses). La crise fiscale ne parviendra pas à elle seule à mettre un terme aux processus et institutions à travers lesquels la logique de marché pénètre sans cesse plus avant tous les domaines de l'existence. Au contraire, la crise fiscale qui va s'aggravant sera très certainement invoquée pour justifier l'emprise accrue des institutions néolibérales, et pour que, dans une logique d'entreprise, se prennent davantage en charge les villes, les régions et les citoyens mis en concurrence pour obtenir des fonds de plus en plus limités, des emplois en train de disparaître et des crédits de plus en plus rares. Les pratiques et

³³ Pour un débat incisif sur la question de l'"isolement", voir ce que dit Mark Wigley de la cabine du bombardier dans "Bloodstained Architecture," in *Post, Ex, Sub, Dis: Urban Fragmentations and Constructions*, edited by the Ghent Urban Studies Team (Rotterdam: 010 Publishers, 2002). "Isolé" est un concept d'urbanisme.

³⁴ Le néolibéralisme est régi par la financiarisation en général, et en est devenu un synonyme par bien des aspects importants. Voir John Bellamy Foster, "The financialization of capitalism and the crisis," *Monthly Review*, April 2008. Les lotissements individuels constituent plus de 85% de l'offre immobilière actuelle, qui nourrit la spirale de dévalorisation de la bulle immobilière. Voir Nouriel Roubini, *RGE Monitor's Newsletter*, January 7, 2009.

institutions — et non simplement la doxa — du néolibéralisme doivent être démantelées, et remplacées par des contre-institutions et des contre-pratiques.

Ainsi, la pratique de la justice spatiale doit comprendre une contre-logique en opposition à celle des projets néolibéral et néo-conservateur. Elle doit même commencer par cela. Elle doit promouvoir, pour paraphraser Brown, « une autre conception de l'être humain, du citoyen, de la vie économique et du politique »³⁵ — c'est-à-dire aussi, une conception radicalement différente de la ville. Une telle pratique ne peut pas se limiter à « l'espace public », et doit pénétrer le « privé » à plusieurs sens du terme. Le néolibéralisme en cours tire sa force de ce qu'il a délégué aux institutions privées ou faussement publiques le soin de réguler le social, l'économique et le politique. Le travail de justice spatiale consisterait donc à ouvrir ces institutions à la responsabilité et à la prise de décision démocratiques, autant qu'à forger de nouveaux modes de prestations sociales qui puissent efficacement rivaliser avec la mainmise du capital financier sur la vie urbaine de tous les jours. La croissance est l'élément central qui sert à justifier le projet libéral, et son alibi essentiel ; une des missions centrales de la pratique de la justice spatiale sera donc de recadrer la question et la définition de la croissance, et de réfuter son apparente évidence dans l'environnement construit. Même et peut-être surtout en pleine crise économique, il est essentiel d'interroger le mécanisme qui a permis à la logique politique néolibérale de s'annexer l'espace construit pour appuyer ultérieurement la prolifération des constructions sur l'argument largement incontesté qui veut que le bâtiment soit synonyme de « croissance »³⁶. Au cours des trente dernières années, le terme de « croissance » a été utilisé pour décrire les transformations de l'environnement construit quelles qu'elles soient et quels qu'aient été leurs effets : tours puissamment éclairées et parcs impeccablement entretenus d'un côté, ségrégation de la pauvreté et emprisonnement du désespoir de l'autre, constituent des rouages essentiels du mécanisme qui permet au néolibéralisme de produire une réalité dont il prétend qu'elle existerait déjà. L'abandon de chantiers de construction de gratte-ciel et les hectares que la spéculation a couverts de lotissements de maisons individuelles vont-ils maintenant encore servir d'arguments en faveur de nouvelles concessions à la finance néolibérale ? Ou bien l'argument selon lequel ces constructions sont synonymes de croissance au vrai sens du terme va-t-il enfin être remis en cause, et remplacé par une évaluation plus nuancée de la relation entre transformations de l'environnement construit et capacité valorisée à l'échelle urbaine, afin de renforcer les efforts réels mais insuffisamment expliqués en faveur du « développement responsable » et de la « croissance intelligente » en faveur des familles de travailleurs³⁷. Pratiquer la justice spatiale, c'est donc aussi travailler à déconnecter le bâti du

³⁵ Wendy Brown, "[Neoliberalism and the End of Liberal Democracy](#)," *Theory and Event* 7, no. 1 (2003).

³⁶ Pratiquer la justice spatiale, c'est réfuter non seulement l'axiome encore largement admis qui veut que la "croissance urbaine" représente nécessairement une "croissance économique", mais aussi celui qui veut que la "croissance économique" (mesurée en termes de valeur ajoutée) soit la mesure axiomatique du bien commun.

³⁷ Voir [Good Jobs First](#).

discours mystificateur de la croissance, ainsi que de son antithèse, tout aussi trompeuse, l'idée de ruine.

De la même façon que le mécanisme libéral à l'échelle urbaine a consisté à obliger les villes à se comporter en entreprises, à dépolitiser et à individualiser l'inégalité, pratiquer la justice spatiale consiste à résister au pouvoir corrosif de la logique d'entreprise, et à re-politiser les inégalités sociales en faisant valoir les origines collectives du bien-être individuel et social, tout en développant des pratiques de solidarité entre les régions, les villes et les quartiers à l'intérieur d'une même ville. Créer des contre-institutions et des solidarités entre les villes sera sans aucun doute rendu plus ardu par la crise financière, celle-ci mettant les régions en concurrence les unes avec les autres pour l'obtention de fonds fédéraux comme d'investissements privés. Mais il est essentiel de garder à l'esprit que, comme Jamie Peck et al l'ont souligné, les stratégies variées du néolibéralisme n'ont pas émergé toutes prêtes, pas plus que n'étaient complètement pensés ses processus :

Le néolibéralisme est un projet politique en constante formulation et reformulation. Il n'a pas pris corps d'un seul coup, telle une excroissance inévitable de la globalisation. C'est un travail en cours — et un terrain de lutte. Les villes sont les lieux d'expérimentation et les centres de commande du néolibéralisme — les lieux d'où émanent les idées politiques. En même temps, elles sont aussi des lieux où les contradictions sont les plus saillantes, où les tendances destructrices sont les plus visibles, et où la violence quotidienne du néolibéralisme s'exerce dans toute sa virulence³⁸.

De la même façon que la marche de la ville vers le néolibéralisme reste inachevée, et que sont improvisées constamment de nouvelles politiques urbaines et de nouvelles institutions politiques qui travaillent à la production de la ville telle que présentée comme déjà existante, la justice spatiale doit également improviser activement et sans relâche une série de contre-institutions et de contre-techniques qui contribuent à structurer des pratiques quotidiennes comme si la ville véritablement démocratique existait déjà — improviser une série de pratiques qui enrichissent et étendent la capacité collective des habitants à façonner les modes de vie urbains.

Ces contre-pratiques doivent être en proportion avec la logique scalaire du néolibéralisme, et avec les modèles socio-spatiaux d'hypervalorisation et de désinvestissement que produit le néolibéralisme : revalorisation des centre-villes et des lointaines banlieues d'un côté, dévalorisation et appauvrissement de quartiers déjà pauvres et des banlieues proches de l'autre. Les projets qui se concentrent sur les noyaux urbains déjà réinvestis, ou qui enrichissent les quartiers déjà valorisés, sont susceptibles de conforter plutôt que de desservir la logique

³⁸ Jamie Peck et al., "City as a Policy Lab."

spatiale du néolibéralisme, et donc de confirmer l'apparente efficacité, tant vantée par les néolibéraux, d'un domaine citoyen obéissant à une logique de marché.

L'objectif est aussi de réorienter la justice spatiale loin de ce qui concerne l'espace public, en vue de forger la démocratie hors des structures centrales qui régulent et financent la vie urbaine collective— et tout particulièrement celles qu'on a jusqu'à présent laissé dans l'ombre, loin de toute transparence publique, sous forme d'institutions privées. Celles-ci ne doivent plus être autorisées à simplement assurer un service public ou à prétendre le faire. Elles doivent être transformées en institutions modernes ayant un véritable sens mis sur la place publique. Une étape cruciale de ce processus consistera à démystifier et à démocratiser les institutions financières de développement urbain — le travail des agences de notation financière, des plans de financement qui alourdissent l'impôt, des sociétés transnationales de développement, et au final des banques elles-mêmes — et de contester le pouvoir qu'elles exercent sur les processus urbains locaux³⁹. Il s'agirait là de démocratiser des institutions financières, plutôt que seulement les nationaliser — ce qui semble pour l'instant être la direction vers laquelle se dirigent les 700 milliards de dollars versés au secours du système financier américain en péril⁴⁰.

Ce n'est pas seulement la croissance, mais aussi la peur et un sentiment d'insécurité savamment entretenu qui soutiennent et légitiment l'extension des structures dé-démocratisantes nées de l'alliance du néolibéralisme et du néo-conservatisme. Pratiquer la justice spatiale, c'est donc aussi travailler à séparer les logiques politiques néolibérale et néo-conservatrice, exploiter les tensions qui existent entre elles, et contrecarrer cette dernière sur son propre terrain. Pratiquer la justice spatiale doit donc contester effectivement la forteresse Amérique en montrant qu'elle n'est pas un remède contre l'insécurité et que, au contraire, elle produit de l'insécurité. Cela implique non seulement de contester activement et de refuser la banalisation des nombreuses formes de constructions de murs, d'enceintes et de prisons, mais aussi d'être attentif au sens et aux pratiques de l'espace domestique en tant que domaine-clé au sein duquel la dé-

³⁹ Cette question est au centre du travail critique de [Good Jobs First](#), et de la vénérable institution récemment disparue [Neighborhood Capital Budget Group](#).

⁴⁰ Sur la nécessaire démystification du financement par augmentation des impôts, des agences de notation et d'autres piliers de la finance néolibérale, voir notamment Greg LeRoy, *The Great American Job Scam: Corporate Tax Dodging and the Myth of Job Creation* (San Francisco: Berrett-Koehler Publishers, 2005) et Jason Hackworth, *The Neoliberal City: Governance, Ideology and Development in American Urbanism* (Ithaca: Cornell University Press, 2006); David Harvey et d'autres ont par exemple appelé à ce qu' "une bonne partie des 700 milliards de dollars du plan de sauvetage des institutions financières aille à une Banque de la Reconstruction, destinée à prévenir les saisies d'hypothèques et à financer les plans de revitalisation de quartiers et de rénovation d'infrastructures au niveau municipal" (39). Voir Harvey, "The Right to the City," *New Left Review* 53 (September-October 2008): 23-40. Leo Panitch et Sam Gindin soulignent que "même les éditoriaux du *Financial Times* ces temps-ci préviennent qu'il ne sera peut-être bientôt plus possible d'éviter la question du transfert de propriété des banques à l'Etat, étant donné leur dysfonctionnement actuel. L'idée de faire des banques un bien d'utilité publique n'est d'ailleurs pas nouvelle, étant donné qu'elles n'existeraient pas au sein de nos sociétés modernes complexes si les Etats ne garantissaient pas leurs dépôts et si les banques centrales n'agissaient pas constamment comme prêteurs de dernier recours".

démocratisation est produite. Il faut donc commencer à contester et refuser — sur tous les terrains possibles — les structures et les contraintes par lesquelles l'urbanisme de la maison et de la résidence cherche à se détacher fantasmatiquement, juridiquement et économiquement de l'échelle urbaine plus large et des réseaux régionaux qui le rendent possible et lui fournissent soutien.

Enfin, la pratique de la justice spatiale doit s'enraciner dans cette idée et placer cette idée au cœur de sa démarche : faire naître une nouvelle figure du citoyen. Comme nous l'avons vu, néolibéralisme et néo-conservatisme sont profondément dé-démocratisants, et ce non pas principalement à travers la répression de la criminalité dans les centre villes, ou la privatisation des jardins publics, mais parce que ces pratiques (et d'autres) qui s'inscrivent dans l'espace forgent un citoyen dé-démocratisé qui tolère des formes sans cesse plus dures d'autoritarisme moral, étatique et économique. La constitution dé-démocratique de citoyens ne précède pas la restructuration radicale de l'espace dont nous voulons parler, ni ne s'opère en dehors d'elle, ou sans lien avec elle : « la politique démocratique n'est pas là-bas, quelque part dans la sphère publique ou dans un espace abstrait, mais bien ici, au cœur même de la subjectivité »⁴¹. La production par le territoire du citoyen dé-démocratisé n'est pas un simple épiphénomène de la réorganisation du capital et de l'ambition impériale des Etats-Unis, mais c'en est bien plutôt une de ses modalités centrales. Si on ne lui oppose pas fermement une contre-représentation du citoyen, la crise financière ne fera qu'intensifier le processus de dé-démocratisation né de l'alliance du néolibéralisme et du néo-conservatisme. Après s'être endettés pour s'offrir un bien-être socio-économique précaire, de plus en plus d'Américains découvrent qu'ils doivent à la banque plus que ne vaut leur maison, qu'ils n'ont plus droit au crédit, et que leurs emplois sont menacés ou ont déjà disparu. S'ils réclament des droits, vont-ils aussi se mettre à haïr la démocratie ? Pratiquer la justice spatiale doit donc consister à forger une nouvelle représentation de l'appartenance politique et de la collectivité humaine, différente de celle que proposent les projets néolibéraux comme néo-conservateurs : celle d'un citoyen qui non seulement compte sur la démocratie mais qui la pratique — par le biais de pratiques territoriales faisant du pouvoir partagé et de la liberté collective une réalité— et qui contestera non seulement la légitimité du projet néolibéral mais aussi l'extension du pouvoir autoritaire. C'est forger un citoyen qui exige une liberté qui ne peut être assurée que collectivement et une sécurité qui est visiblement et explicitement comprise comme une construction sociale — un citoyen qui ne se sent vraiment « chez lui » qu'en public⁴².

⁴¹ Cruikshank, *The Will to Empower*, 124.

⁴² Je m'inspire ici du travail du politologue Thomas Dumm, qui s'interroge sur le lien entre démocratie et absence de logement: "chez beaucoup de gens, la peur de la démocratie est associée au désir de logement (...) La démocratie est liée à une forme de privation de logement, en ce qu'elle requiert qu'on dépasse le désir d'être chez soi. Chez soi, dans notre démocratie moderne, cela signifie un endroit privé, une retraite où se soustraire aux exigences de la vie courante, un lieu dont la signification reste immuable, où on est à l'abri des désorientations, mais aussi de la possibilité d'une participation démocratique". Thomas Dumm, *United States (Contestations)* (Ithaca: Cornell University Press, 1994), 155.

Pour conclure, j'avais d'abord intitulé cette contribution « pratiquer la justice spatiale après la fin de la démocratie libérale » pour montrer que la justice (comme la démocratie d'ailleurs) est une pratique, et non une « chose », et pour nommer les défis que lui pose le déclin des institutions de la démocratie libérale sous l'effet conjoint du néolibéralisme et du néo-conservatisme. Juste avant le déclenchement de la crise financière actuelle, Brown faisait valoir que « les institutions comme la culture politique de la démocratie libérale ont peu à peu disparu, et il ne reste à la gauche qu'à faire son deuil de ce qu'elle n'a jamais vraiment aimé, et à reformuler entièrement sa critique et sa vision politique de ce qui fut la phase historique de la démocratie libérale »⁴³. Elle appelle une compréhension de la pratique politique qui ne repose pas sur l'espoir (tacite) que les excès du néolibéralisme trouveront leurs limites dans une crise de légitimité de l'État. Pratiquer la justice spatiale, c'est dépasser clairement et formellement une « politique dénonciatrice », qui a précisément pour but de souligner, dans les termes de la démocratie libérale, l'illégitimité d'un certain usage de l'État et du pouvoir économique : dénoncer le recours à la surveillance urbaine, apporter les preuves d'une ségrégation socio-géographique croissante, révéler l'étendue de la mainmise du privé sur les infrastructures publiques, souligner la prolifération des copropriétés fermées, ou encore déplorer la militarisation rampante des frontières nationales comme des limites municipales. Aussi importantes soient-elles, si ces stratégies ne s'en prennent pas également à la dé-démocratisation du sujet, elles demeureront vaines, car on ne saurait obliger une démocratie qui n'est plus libérale à tenir des promesses qu'elles ne reconnaît plus comme telles, de même qu'on ne saurait encourager des citoyens dé-démocratisés à exiger du pouvoir politique le comportement responsable qu'il n'attendent plus de lui. Comme j'espère l'avoir clairement montré, la pratique de la justice ne peut pas considérer comme acquise l'existence d'un public susceptible d'être scandalisé et de réagir en conséquence, même ou peut-être surtout en période de crise et de sévères restrictions budgétaires. Bien plutôt, pratiquer la justice spatiale doit consister à forger ce public, au sens non pas d'un espace mais d'une population. C'est travailler au sein de ce qui reste du libéralisme politique à « saisir les implications de sa disparition », non pas pour étayer ses promesses abstraites — de droits sans capacité d'exercer ces droits — mais, en cette fin de la démocratie libérale et alors que le néolibéralisme ne sort pas indemne de la tourmente, pour donner forme à ce qui viendra après. C'est utiliser le langage du « droit à la ville », au sens où l'entendait Lefebvre : le droit à la ville doit être plus qu'un simple droit d'habiter une ville déjà là — et de choisir entre l'enclave protégée et la citadelle barricadée — mais bien plutôt un droit à la capacité de donner forme aux habitations de notre vie collective »⁴⁴.

⁴³ Brown, "American Nightmare," 691.

⁴⁴ Le mouvement "Droit à la Ville", en pleine essor, est un autre lieu phare pour ce travail. Pour les Etats-Unis, voir la [Right to the City Alliance](#), et l'[Habitat International Coalition's Right to the City campaign](#). Voir également David Harvey, "The Right to the City," *New Left Review*. *New Left Review* 53 (septembre-octobre 2008): 23-40.

A propos des auteurs : Lisa Brawley, Vassar College

Pour citer cet article : The practice of spatial justice in crisis" [« La Pratique de la justice spatiale en crise », traduction : Ninon Vinsonneau, Bernard Bret], *justice spatiale | spatial justice*, n° 01 septembre | september 2009, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

BRENNER, Neil, « Globalization as Reterritorialization: the Re-scaling of urban governance in the European Union. » *Urban Studies* 36, no. 3: 431-451, 1999.

BRENNER, Neil, *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. Oxford and New York: Oxford University Press, 2004.

BRENNER, Neil and Nik Theodore, eds. *Spaces of Neoliberalism: Urban Restructuring in Western Europe and North America*. Oxford and Boston: Blackwell Publishing, 2002.

BROWN, Wendy, « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-democratization. » *Political Theory* 34, no.6: 690-714, 2006.

BROWN, Wendy, *Edgework: Critical Essays on Knowledge and Politics*, Princeton: Princeton University Press, 2005.

BROWN, Wendy, « [Neoliberalism and the End of Liberal Democracy](#). » *Theory and Event* 7.1, 2003.

CRUIKSHANK, Barbara, « Neopolitics: Policy Decentralization and Governmentality. » Paper presented at « Professionals between Policy and People. » Amsterdam, October 8, 2004.

CRUIKSHANK, Barbara, « Revolutions within: self-government and self-esteem. » In *Foucault and Political Reason: Liberalism, Neo-Liberalism, and Rationalities of Government*, edited by **Andrew Barry, Thomas Osborne and Nikolas Rose**. Chicago: University of Chicago Press, 1996.

CRUIKSHANK, Barbara, *The Will to Empower: Democratic Citizens and Other Subjects*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 1999.

DAVIS, Mike, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*. New York: Vintage, 1992.

DUGGAN, Lisa, *The Twilight of Equality?: Neoliberalism, Cultural Politics, and the Attack on Democracy*. Boston: Beacon Press, 2003.

DUMM, Thomas, *United States (Contestations)*. Ithaca: Cornell University Press, 1994.

FOSTER, John Bellamy, « The Financialization of Capitalism and the Crisis. » *Monthly Review*, 59, no. 11 (April), 2008.

FOUCAULT, Michel, *Security, Territory, Population: Lectures at the Collège de France, 1977-1978*. Edited by Michel Sennellart. Hampshire, England and New York: Palgrave Macmillan, 2007.

HACKWORTH, Jason, *The Neoliberal City: Governance, Ideology and Development in American Urbanism*. Ithaca: Cornell University Press, 2006.

HARVEY, David, *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford and New York: Oxford University Press, 2005.

HARVEY, David, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation of Urban Governance in Late Capitalism. » *Geografiska Annaler* B. 71: 3-17, 1989.

HARVEY, David, « Neo-liberalism as Creative Destruction, » *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*. 88, no. 2: 145-158, 2006.

- HARVEY, David**, « The Right to the City. » *New Left Review* 53 (September-October): 23-40, 2008.
- HUXLEY, Margo**, « Geographies of Governmentality. » In *Space, Knowledge and Power: Foucault and Geography*, edited by Jeremy W. Crampton and Stuart Elden, 185-204. Hampshire, England and Burlington, VT: Ashgate Publishing, 2007.
- ISIN, Engin F.**, *Being Political: Genealogies of Citizenship*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002.
- ISIN, Engin F.**, « The Neurotic Citizen. » *Citizenship Studies* 8, no. 3 (September): 217-235, 2004.
- JESSOP, Bob**, « Liberalism, Neoliberalism, and Urban Governance. » *Antipode* 34 : 452-472, 2002.
- KOHN, Margaret**, *Brave New Neighborhoods: The Privatization of Public Space*. New York: Routledge, 2004.
- LEITNER, Helga, Jamie PECK and Eric S. SHEPPARD**, *Contesting Neoliberalism: Urban Frontiers*. New York and London: Guilford Press, 2007.
- LEMKE, Thomas**, « [An indigestible meal? Foucault, governmentality and state theory](#). » *Distinktion: Scandinavian Journal of Social Theory* 15, 2007.
- LEMKE, Thomas**, »'The Birth of Bio-politics': Michel Foucault's Lectures at the Collège de France on Neo-liberal Governmentality. » *Economy and Society* 30: 190-207, 2001.
- LEMKE, Thomas**, « Foucault, Governmentality, and Critique. » Paper presented at the Rethinking Marxism Conference, University of Amherst, September 21-24, 2000.
- LEROY, Greg**, *The Great American Job Scam: Corporate Tax Dodging and the Myth of Job Creation*. San Francisco: Berrett-Koehler Publishers, 2005.
- LOW, Setha**, *Behind the Gates: Life, Security and the Pursuit of Happiness in Fortress America*. New York: Routledge, 2003.
- MARCUSE, Peter and Ronald VAN KEMPEN**, « A New Spatial Order? » In *Globalizing Cities: A New Spatial Order?* edited by Peter Marcuse and Ronald van **Kempen**, 249-275. Oxford: Blackwell Publishing, 2000.
- MARTIN, Randy**, *The Financialization of Daily Life*. Philadelphia: Temple University Press, 2002.
- MAYER, Margit**, « Contesting the Neoliberalization of Urban Governance. » In *Contesting Neoliberalism: Urban Frontiers*, edited by Helga Leitner, Jamie Peck and **Eric S. Sheppard**, 90-115. New York and London: Guilford Press 2007.
- NEVINS, Joseph**, *Operation Gatekeeper: The Rise of the « Illegal Alien » and the Making of the U.S.-Mexico Boundary*. New York: Routledge 2002.
- PECK, Jamie**, « Geography and Public Policy: Constructions of Neoliberalism. » *Progress in Human Geography* 28: 392-405, 2004.
- PECK, Jamie, Neil BRENNER and Nick THEODORE**, 2008, « [City as Policy Lab](#). » *AREA Chicago*. June 7.
- SWYNGEDOUW, Erik and Andy MERRIFIELD**, eds., *The Urbanization of Injustice*. New York: New York University Press, 1997.
- WIGLEY, Mark**, « Bloodstained Architecture. » In *Post, Ex, Sub, Dis: Urban Fragmentations and Constructions*, edited by the Ghent Urban Studies Team, 281-294. Rotterdam: 010 Publishers 2002.
- YOUNG, Iris Marion**, *Inclusion and Democracy*. Oxford and New York: Oxford University Press, 2002.
- ZUKIN, Sharon**, *The Culture of Cities*. Oxford: Blackwell Publishers, 1995.